

qu'il faut absolument examiner, car ce programme de subventions sert bien souvent à intensifier l'emprise des États-Unis sur notre industrie et notre économie.

Je causais dernièrement avec un jeune homme qui travaille depuis quelque temps dans le monde industriel. Il m'a signalé l'un des ennuis de la compagnie pour laquelle il travaille et qui a de graves difficultés—il croit qu'elle va passer aux mains d'une compagnie américaine. Dès qu'elle réalise un bénéfice raisonnable au pays et fait un dépôt dans une banque de Montréal, un représentant de la compagnie mère des États-Unis s'enquiert, par téléphone, du solde en banque. Cette compagnie n'en est pas aussitôt informée qu'elle tire une traite sur la banque; ainsi si la filiale canadienne, forte de ses possibilités, de son personnel et de ses connaissances pratiques, veut étendre son action dans d'autres domaines industriels, elle s'en trouve incapable faute de fonds. Le jeune homme a demandé bien candidement à son gérant pourquoi la compagnie ne demandait pas une subvention au développement afin de se construire une usine. L'établissement actuel d'Ancaster est modeste, ou y compte une douzaine ou une quinzaine d'employés. On me dit que ces gens devront être congédiés car la firme, qui aurait besoin de se moderniser et d'améliorer son installation, devra fermer ses portes. S'il en est ainsi, une quinzaine ou une vingtaine de personnes seront réduites au chômage. De toute évidence, cette société n'a pas besoin de ce genre de subvention pour continuer son exploitation à Ancaster parce qu'elle a réalisé des bénéfices assez importants au cours de son existence. Toutefois, parce qu'elle est assujettie à une société des États-Unis qui a décidé que le produit qu'elle fabrique n'est plus nécessaire au Canada, elle devra fermer ses portes.

Il me semble que si le gouvernement s'intéresse réellement à résoudre le problème, il ne doit pas agir pour des motifs politiques, comme le ministre l'a dit, mais il doit prendre une décision ferme sur l'orientation qu'il faudrait à l'économie canadienne. Cela devrait se faire par une formule générale, qui accomplirait ce but. Je suis bien conscient du fait que si nous établissons une réglementation selon laquelle l'argent ne devrait pas être transféré à des sociétés américaines, le résultat serait ce que le ministre a prédit au comité. Si une société désirait s'installer à Terre-Neuve, où l'on a vraiment besoin de cette installation, et que ce genre de stimulants n'est pas accordé, elle pourrait décider de s'établir à Toronto. Le moment est venu pour le gouvernement de s'entendre sur l'endroit où il désire que l'industrie s'établisse. Le pays ne peut sûrement pas se permettre de voir une nouvelle industrie s'établir à Toronto simplement parce qu'elle désire être près du marché. Il nous faudra décider où va l'industrie. L'Angleterre a pris une décision à ce sujet il y a longtemps. J'ai cité l'exemple de la société Ford, qui désirait construire une nouvelle usine à Coventry, et le gouvernement ne le lui a pas permis. Il lui a indiqué que les installations scolaires et municipales étaient insuffisantes à Coventry, mais qu'un endroit préférable pour l'usine serait plus au nord. Le gouvernement a dit à la société: «Notre économie a changé, l'industrie textile n'est plus viable et toutes les installations nécessaires sont disponibles en sorte que c'est là que vous devriez aller». Le gouvernement n'a pas accordé de permis à la société pour construire à Coventry, parce que l'Angle-

[M. Peters.]

terre fonctionne sous un régime de permis. En Angleterre, vous ne payez pas d'impôt sur les profits non distribués, mais vous ne pouvez pas les affecter à l'expansion sans un permis. Si vous ne vous établissez pas au bon endroit pour satisfaire les besoins de l'économie totale, vous ne pouvez obtenir un permis.

Dans l'ensemble du pays, nous n'avons fait que tendre une carotte. Je viens d'une région qui a désespérément besoin de l'industrie secondaire, parce que, au cours des années, notre industrie primaire a changé. Je pense en ce moment à la petite ville de Cobalt, où de 12 à 14 mines fonctionnaient il y a 8 ou 10 mois. Maintenant, il n'y en a qu'une. La région compte une fonderie qui travaille suffisamment bien pour que les États-Unis y expédient à pleins wagons des pièces de monnaie à refondre en lingots d'argent. C'est l'une des usines les plus efficaces du continent. Elle peut faire concurrence à toute autre du genre. Des produits secondaires en provenance d'autres industries minières pénètrent dans la région, tandis que sa production est acheminée pour transformation vers la Norvège ou vers une usine américaine située quelque part au Montana. La transformation pourrait s'effectuer au Canada même, si le gouvernement exerçait quelque contrôle dans ce domaine. Le gouvernement a toujours joué un certain rôle dans cette exploitation, car la plupart des produits de l'usine s'en vont directement à l'Hôtel des monnaies d'Ottawa, sous forme de lingots d'argent.

Cette usine a travaillé par à-coups, d'abord à Deloro, et maintenant à Cobalt, et elle a eu ses hauts et ses bas. Certains producteurs d'argent ont constaté qu'ils devaient expédier leur marchandise aux États-Unis, puisqu'elle ne pouvait pas toujours être absorbée au Canada. Cependant, avec la collaboration des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral, cette usine pourrait se développer considérablement et fondre les minéraux rares qui ne sont pas actuellement récupérés dans les autres parties du Canada. La chose pourrait se faire assez facilement et offrirait quelque latitude pour les produits secondaires des métaux de base en provenance de Sudbury, de la Compagnie International Nickel, et qui ne peuvent actuellement être transformés au Canada. Nous pourrions facilement mettre sur pied une industrie secondaire qui nous permettrait d'utiliser certains des sous-produits récupérables de la fonderie. A vrai dire, le gouvernement pourrait faire plusieurs choses, mais il me semble que le ministre de la Disparité régionale a fait exactement ce qu'il était convenu de ne pas faire.

• (12.30 p.m.)

En lisant le compte rendu des délibérations du comité de l'année dernière, on constate que le ministre s'opposait avec énergie à l'idée d'un programme d'expansion régionale qui servirait à établir des contrôles gouvernementaux. Il a dit effectivement: «Nous aiderons simplement certaines usines dans certaines régions, car si nous élargissons le programme pour lui donner une portée nationale et tout englober, ce serait faire échec à son objet.» Maintenant, sauf erreur, le programme englobera la ville de Montréal; cependant, le ministre avait déclaré avec véhémence que la ville de Montréal, de même que des villes comme Toronto, ne pouvaient être désignées, puisque cela ferait échec à l'objet même du programme.